

Cote du document: EB 2021/LOT/P.5
Date: 14 octobre 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République dominicaine

Projet en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des jeunes ruraux pauvres – PRORURAL Joven

Numéro du projet: 2000002585

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Maija Peltola
Directrice de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +507 302 5555
courriel: m.peltola@ifad.org

Rikke Grand Olivera
Spécialiste technique principale (monde) – gestion
des ressources naturelles
Division production durable, marchés et institutions
téléphone: +39 06 5459 2182
courriel: r.olivera@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	3
II. Description du projet	4
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	4
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	6
E. Coût, avantages et financement	6
III. Risques	9
A. Risques et mesures d'atténuation	9
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	10
IV. Exécution	10
A. Cadre organisationnel	10
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication	11
C. Plans d'exécution	12
V. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VI. Recommandation	12

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Integrated project/programme risk matrix

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directrice de pays:	Maija Peltola
Responsable technique:	Rikke Olivera
Responsable des finances:	Johanna Herremans
Spécialiste climat et environnement:	Oliver Page
Juriste:	Adriana Jauregui

Sigles et acronymes

AECID	Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement
FONPRODE	Fonds pour la promotion du développement
MEPyD	Ministère de l'économie, de la planification et du développement
PIB	produit intérieur brut
PRORURAL Centro y Este	Projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est
PRORURAL Inclusivo y Resiliente	Projet en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des familles rurales
PRORURAL Joven	Projet en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des jeunes ruraux pauvres
SIUBEN	Système unique de bénéficiaires
UGP	unité de gestion du programme

Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.
Carte établie par le FIDA | 09/10/2019.

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République dominicaine
Organisme d'exécution:	Ministère de l'économie, de la planification et du développement (MEPyD)
Coût total du projet:	33,38 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	12,35 millions d'USD
Montant du financement de l'action climatique accordé par le FIDA*:	2,50 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions ordinaires, assorties d'un délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA plus une marge variable
Cofinancier:	Fonds pour la promotion du développement (FONPRODE) de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement (AECID)
Montant du cofinancement:	10,00 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Prêt
Cofinanceurs:	Institutions financières nationales
Montant du cofinancement:	2,00 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Crédit d'investissement
Contribution de l'Emprunteur:	2,30 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,00 million d'USD
Déficit de financement:	5,70 millions d'USD

* Selon les méthodes des banques multilatérales de développement relatives au financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets.

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 64.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

1. La République dominicaine est un petit État insulaire en développement qui présente un revenu national brut par habitant de 7 260 USD¹, en baisse par rapport à 2019 (8 080 USD). Au cours des 25 dernières années, le pays a connu une forte croissance économique. L'économie a progressé rapidement durant les années qui ont précédé la pandémie de COVID-19: entre 2015 et 2019, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) a atteint, en moyenne, 6,1% par an². En 2020, l'indice de développement humain de la République dominicaine s'établissait à 0,756, ce qui plaçait le pays à la 88^e place sur 189.
2. La croissance économique soutenue et des politiques sociales volontaires en faveur des populations pauvres ont débouché sur une réduction considérable de la pauvreté au cours des dix dernières années: de 40% en 2010 à 20,3% en 2019, selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cependant, des inégalités subsistent. Les taux de pauvreté, de chômage et d'emploi précaire sont plus élevés dans les zones rurales et dans certains segments de la population, notamment chez les femmes et les jeunes en milieu rural. On note également la persistance de profondes disparités interrégionales et intrarégionales, et une pauvreté qui se concentre dans les régions de l'est et du sud (en particulier dans les zones situées le long de la frontière avec Haïti) et, surtout, dans les localités rurales.
3. La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions importantes en République dominicaine. Elle a entraîné une contraction brutale au deuxième trimestre 2020 dans des secteurs essentiels comme le tourisme, la construction et l'exploitation minière. D'après la Banque mondiale, le PIB a diminué de 6,7% en 2020, tandis que le taux de pauvreté est passé de 20,3% en 2019 à 21,8% en 2020 (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes). Au dernier trimestre de 2020, le nombre d'emplois perdus depuis le début de la pandémie, en mars 2020, était estimé à 191 273, les plus touchés étant les ménages pauvres, les femmes et les travailleurs informels (Banque mondiale). La pandémie a en outre exercé une très forte pression sur les recettes et les dépenses budgétaires.
4. Bien que le secteur agricole ne représente que 6% du PIB (2020), il joue un rôle important pour l'emploi, la sécurité alimentaire (il fournit plus de 80% aux aliments consommés localement) et le commerce extérieur (les exportations agricoles totales s'élèvent à 2,7 milliards d'USD environ). Le secteur a enregistré une croissance notable de la production et de la productivité sur les 15 dernières années. Cependant, tandis que la production orientée vers l'exportation s'est envolée, les filières traditionnelles fournissant les aliments de base aux marchés locaux ont stagné.
5. La Stratégie nationale de développement 2030 du pays encadre les politiques nationales de développement. Avec cette stratégie, les pouvoirs publics placent un accent prioritaire sur le développement rural, l'augmentation des revenus ruraux aux fins de diminution de la pauvreté, le renforcement de l'inclusion sociale et économique, et la réduction des risques liés aux catastrophes naturelles.

¹ Méthode de l'Atlas de la Banque mondiale, 2020.

² *Ibid.*

6. Le Ministère de l'économie, de la planification et du développement (MEPyD) est chargé de concevoir, de suivre et d'évaluer les politiques macroéconomiques et les politiques de développement durable, notamment pour ce qui est de l'aménagement et du développement du territoire. Ce ministère est le principal partenaire du FIDA dans le pays. En effet, il a exécuté le Projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est (PRORURAL Centro y Este), et fait office de contrepartie nationale pour le Projet en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des familles rurales (PRORURAL Inclusivo y Resiliente).

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

7. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA, le Projet en faveur de l'inclusion productive et de la résilience des jeunes ruraux pauvres (PRORURAL Joven) a été validé comme:
- axé sur les jeunes;
 - incluant des fonds pour l'action climatique.
8. **Ressources naturelles et changements climatiques.** De par sa situation géographique dans les Caraïbes, la République dominicaine est fréquemment exposée à des phénomènes climatiques extrêmes (ouragans, fortes précipitations, inondations et périodes sèches prolongées) qui ont de graves répercussions sur les infrastructures, la production agricole et la fourniture de services publics et privés.
9. **Enjeux nutritionnels et sécurité alimentaire.** La prévalence de la sous-alimentation est passée de 23,7% entre 2002 et 2004 à 5,5% entre 2017 et 2019. Cependant, les taux de malnutrition chronique chez les enfants restent élevés, en particulier au sein des ménages pauvres (11,3% pour les ménages du quintile le plus pauvre, contre une moyenne nationale de 7%). La prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance, l'une des plus élevées de la région, atteint 11,3%, soit un niveau supérieur à celui enregistré dans des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure tels que l'État plurinational de Bolivie, El Salvador, le Honduras et le Nicaragua. Enfin, le surpoids et l'obésité sont également en augmentation, touchant plus de 65,3% de la population; 34,1% des femmes adultes souffrent d'obésité.
10. **Problèmes rencontrés par les jeunes ruraux.** La Loi nationale relative à la jeunesse définit comme « jeunes » les personnes âgées de 15 à 35 ans. La pauvreté chez les jeunes ruraux est passée de 47,1% en 2010 à 24,2% en 2018, mais reste supérieure à la pauvreté parmi la jeunesse urbaine, qui est passée de 35,1% à 21,5% au cours de la même période. Les jeunes ruraux sont exposés à de grandes difficultés en République dominicaine. Ils sont souvent employés à temps partiel dans des secteurs d'activité à faible productivité, et mal rémunérés. De nombreuses jeunes femmes sont responsables des travaux ménagers et ne sont pas considérées comme faisant partie de la population économiquement active. Les autres causes de vulnérabilité comprennent: i) les faibles niveaux de capital humain, d'instruction et de formation professionnelle; ii) le manque de capital social, dû au fait que les personnes plus âgées, notamment les hommes, sont souvent les décisionnaires à tous les niveaux; iii) l'accès très limité à la terre et aux services financiers; iv) le peu d'intérêt porté par les jeunes en milieu rural aux activités agricoles, ou leur perception négative de ce secteur; v) l'accès limité à d'autres activités diversifiées ou à des emplois de qualité.
11. **Vulnérabilité des femmes rurales.** La République dominicaine occupe le quatrième rang en Amérique latine et dans les Caraïbes dans le classement selon l'indice d'inégalité de genre du Programme des Nations Unies pour le développement. Les difficultés auxquelles les jeunes femmes se heurtent en milieu rural sont gigantesques: leur taux de chômage atteint 22,7%, soit presque le

double de celui des jeunes hommes, qui est de 11,8%³. Dans les zones rurales, les jeunes femmes font face à des obstacles culturels découlant de la répartition genrée des rôles dans les ménages et qui les excluent des activités économiques rémunérées. Les salaires des femmes dans les secteurs d'activité liés aux filières agricoles sont généralement inférieurs à ceux des hommes. Du fait des contraintes qu'elles subissent dans les zones rurales, et des possibilités qui s'offrent à elles dans d'autres secteurs (tourisme, emplois à domicile), les femmes sont plus nombreuses que les hommes à vouloir migrer vers les zones urbaines.

Justification de l'intervention du FIDA

12. Son expérience dans le pays (notamment dans le cadre du PRORURAL Centro y Este) offre au FIDA un avantage comparatif qui lui permet d'apporter un appui au Gouvernement dominicain, dans la mesure où il apporte un complément à la protection sociale et aux politiques d'inclusion productive et aplanit les difficultés rencontrées par les jeunes ruraux.
13. Avec l'appui du FIDA, et par l'intermédiaire du MEPyD et du Vice-Ministre de la coopération internationale, le Gouvernement exécutera le programme PRORURAL. L'exécution et le suivi des projets seront réalisés dans le cadre d'accords officiels entre le MEPyD et les partenaires privés. Le programme PRORURAL, qui comprend les projets PRORURAL Inclusivo y Resiliente (qui a démarré en mars 2021) et PRORURAL Joven, est fondé sur le modèle de résilience des familles rurales élaboré dans le cadre du programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats. Le modèle de résilience proposé définit les facteurs économiques, sociaux et environnementaux qui influent sur la capacité de résistance des familles. Certains facteurs améliorent la situation des familles et leur capacité à faire face aux crises. D'autres leur permettent de se relever rapidement et de ne pas subir d'effets néfastes à long terme.
14. Tandis que le PRORURAL Inclusivo y Resiliente s'intéresse aux actifs productifs et aux capacités de production en vue de la constitution de réseaux sociaux et économiques de familles rurales, le PRORURAL Joven met l'accent sur les facteurs liés aux moyens d'existence des jeunes ruraux qui favorisent une inclusion productive. Les deux projets seront exécutés par l'intermédiaire d'une même unité de gestion (l'unité de gestion du programme ou UGP), qui coordonnera les actions et gèrera les connaissances.
15. La valeur ajoutée par le PRORURAL Joven aux programmes, plans et services nationaux peut se résumer comme suit: i) possibilité d'atteindre les jeunes ruraux avec des activités personnalisées, relevant spécifiquement du projet; ii) proposition visant à améliorer l'accès des jeunes ruraux aux programmes et services publics existants en adaptant ces derniers à leurs besoins; iii) promotion des partenariats public-privé pour faciliter l'accès des jeunes ruraux aux débouchés économiques et aux possibilités d'emploi; iv) promotion des innovations à forte intensité technologique adaptées aux jeunes ruraux; v) mise en œuvre opérationnelle d'une plateforme interinstitutionnelle de concertation sur les politiques par l'intermédiaire de l'UGP, qui recueillera les enseignements tirés et encouragera des stratégies inclusives en faveur des jeunes ruraux.

B. Enseignements tirés

16. Les enseignements tirés de l'expérience acquise par le FIDA, notamment dans le cadre du PRORURAL Centro y Este, ont aidé à définir: i) la stratégie de ciblage du projet, pour veiller à l'inclusion des groupes de jeunes vulnérables; ii) l'exécution au moyen de partenariats public-privé, modalité qui a démontré son efficacité et son efficacité pour l'obtention de résultats; iii) la méthode du plan d'entreprise, adaptée pour les jeunes; iv) le système de suivi-évaluation, qui associe une série d'outils validés, dont le tableau de bord de la résilience.

³ Département des statistiques de l'Organisation internationale du Travail, 2019.

17. Le PRORURAL Joven fait également fond sur les enseignements tirés des activités du Ministère du travail et de l'Institut national de formation technique et professionnelle, lequel a montré combien il était important de proposer des formations professionnelles prestigieuses et certifiées qui: i) associent l'acquisition de compétences de base à des modules techniques; ii) allient la théorie et la pratique (y compris dans le cadre de stages); iii) répondent aux besoins du secteur privé.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

18. Le projet vise à contribuer à réduire la pauvreté parmi les jeunes ruraux et à augmenter le score de leur famille au regard de l'indice de qualité de vie⁴. L'objectif de développement est d'améliorer la situation des jeunes bénéficiaires en ce qui concerne les possibilités d'emploi ou les initiatives entrepreneuriales, et de renforcer leur résilience et celle de leur famille face aux crises et aux tensions liées aux conditions climatiques, sociales et économiques.
19. Les zones prioritaires ont été déterminées sur la base de leur niveau de pauvreté multidimensionnelle (telle qu'elle est mesurée par l'indice de qualité de vie) et de l'indice des possibilités territoriales élaboré dans le cadre du PRORURAL Inclusivo y Resiliente. La conjugaison de ces deux indicateurs a permis de définir deux zones géographiques prioritaires pour le projet. La première zone comprend cinq provinces de la région nord-est du Cibao et cinq provinces de la région sud-ouest; la seconde couvre quatre provinces de la région nord-est du Cibao et quatre provinces de la région centre-sud. Si elles répondent aux critères de la stratégie de ciblage, d'autres zones pourraient être envisagées.
20. Le projet bénéficiera à 27 600 familles rurales, soit 70 000 personnes, dont 34 550 jeunes (parmi lesquels 50% de femmes). Les bénéficiaires du projet devront être enregistrés dans le SIUBEN et répondre aux critères d'admissibilité, à savoir appartenir à des ménages classés dans les niveaux 1 ou 2 de l'indice de qualité de vie, ou à des ménages de niveau 3 (25% maximum), et être âgés de 18 à 35 ans. Les méthodes destinées à encourager la participation des jeunes comprendront: i) un processus d'autociblage (demandes présentées directement par les bénéficiaires); ii) un ciblage direct visant à identifier les jeunes les plus vulnérables et les plus marginalisés par l'intermédiaire d'institutions locales qui sont reconnues et dignes de confiance.
21. Compte tenu de l'étendue de la tranche d'âge du groupe cible (18 à 35 ans), le rôle des jeunes au sein de chaque ménage sera également pris en compte. Le projet ciblera deux sous-groupes: i) les jeunes qui ont un projet de vie totalement ou partiellement défini; ii) les jeunes dont les buts et les aspirations sont en pleine évolution (notamment les jeunes femmes vulnérables et les mères adolescentes ou célibataires).
22. La stratégie d'intervention reposera sur: i) un diagnostic rigoureux des difficultés que rencontrent les jeunes en milieu rural; ii) la détermination des possibilités offertes à la jeunesse rurale dans le pays; iii) le recensement des institutions et des services que le projet peut dynamiser et adapter. Ainsi, des alliances pourront être nouées avec de petites et moyennes entreprises et les organisations concernées de la société civile.

B. Composantes, résultats et activités

23. Le projet s'articule autour de deux composantes: 1) investissements pour l'inclusion productive et la résilience des jeunes dans l'économie rurale; 2) enseignements tirés, connaissances et gestion du projet.

⁴ L'indice de qualité de vie, utilisé par le Système unique de bénéficiaires (SIUBEN) pour le ciblage des politiques sociales, s'appuie sur une définition multidimensionnelle de la pauvreté qui catégorise les ménages selon la qualité du logement, l'accès à des services de base et les caractéristiques des membres du ménage. Les ménages sont ainsi segmentés en quatre groupes (niveaux 1, 2, 3 et 4 de l'indice de qualité de vie).

24. La **composante 1** fournira un appui et des incitations pour aider à surmonter les obstacles et renforcer les compétences pratiques qui font le plus défaut.
25. La **sous-composante 1.1**, qui porte sur la promotion, la sensibilisation et l'inclusion, comprendra des activités de ciblage et de promotion destinées à lancer le projet, à le positionner sur le terrain et à déterminer les demandes des jeunes. Dans le cadre de cette composante et de son axe d'inclusion des jeunes, le projet permettra de déployer des outils de sensibilisation qui accroîtront les connaissances des bénéficiaires, de leur famille et des acteurs locaux sur des thématiques comme le genre, la nutrition et les changements climatiques.
26. La **sous-composante 1.2** visera à remédier aux problèmes qui touchent le plus directement les jeunes en milieu rural, et s'organisera autour des axes suivants: l'employabilité, pour compenser les déficits en capital humain en développant les compétences professionnelles; l'entrepreneuriat, pour renforcer le capital humain et social et favoriser l'obtention des actifs nécessaires pour développer des entreprises locales, nationales ou axées sur l'exportation. L'axe de l'entrepreneuriat permettra d'investir dans deux types de plans d'entreprise: i) des plans de groupe (ou plans de type « intégration des efforts productifs »), axés sur des initiatives agricoles et des initiatives d'ajout de valeur proposées par des groupes de 60 personnes environ; ii) des plans de microentreprise (ou plans de type « activation, dynamisation et mobilisation entrepreneuriales »), élaborés par des groupes de cinq personnes environ. Parallèlement à ces deux axes, on encouragera les innovations à forte intensité technologique et à impact important en matière d'inclusion qui seront en mesure de toucher très largement les groupes les plus vulnérables.
27. Dans le cadre de la **composante 2**, on s'attaquera aux causes profondes des problèmes rencontrés par les jeunes ruraux en se servant de l'apprentissage et des connaissances pour influencer les politiques publiques. Les travaux d'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles seront menés dans le cadre d'une approche programmatique dirigée par l'UGP commune des projets PRORURAL Joven et PRORURAL Inclusivo y Resiliente. Cette approche permettra de s'assurer que les deux projets contribuent à la plateforme publique de concertation sur les politiques mise en place par le PRORURAL Inclusivo y Resiliente.
28. Outre la contribution à la concertation sur les politiques fondées sur des données factuelles, les systèmes de suivi-évaluation, d'apprentissage et de gestion des connaissances du PRORURAL Joven permettront une gestion axée sur les résultats, compléteront les données du SIUBEN et encourageront la coopération Sud-Sud et triangulaire.

C. Théorie du changement

29. Le **problème de développement** auquel on cherche à s'attaquer dans le cadre du projet découle des réalités suivantes: i) de jeunes ruraux sont dans des situations de forte vulnérabilité en raison d'obstacles qui leur barrent l'accès à l'emploi ou au travail indépendant; ii) de jeunes ruraux et leur famille font face à des risques élevés du fait de leur exposition fréquente à des crises écologiques et des chocs économiques, qui sont en outre amplifiés par les changements climatiques. Les principales causes de ces vulnérabilités sont: i) le manque de programmes spécifiques et de synergies entre les politiques publiques destinées à venir en aide aux jeunes ruraux et à faciliter leur inclusion économique; ii) l'accès limité aux moyens d'existence qui favorisent la mobilité économique et sociale; iii) la faible diversification des revenus, qui accroît l'exposition des jeunes ruraux et de leur famille aux dérèglements climatiques et aux chocs économiques; iv) les grossesses précoces et les obstacles culturels liés aux rôles attribués aux femmes et aux hommes.
30. Le modèle d'intervention du projet définit les possibilités dont disposent les jeunes ruraux et propose divers axes pour améliorer leurs moyens d'existence, en leur permettant de tirer parti des débouchés actuels, d'atténuer les risques et de

renforcer leur résilience. La stratégie d'intervention de la composante 1 comprendra différentes étapes. La sous-composante 1.1 visera à mettre en place les conditions qui permettront aux jeunes ruraux de surmonter les obstacles et d'accéder aux services fournis dans le cadre du projet. Les activités de promotion, de sensibilisation et d'inclusion créeront une demande au regard des axes de la sous-composante 1.2, qui couvrira les investissements dans l'inclusion productive et la diversification des revenus par l'emploi (axe de l'employabilité) ou le travail indépendant (axe de l'entrepreneuriat). La composante 2 étayera l'élaboration de politiques publiques grâce aux éléments probants recueillis dans le cadre de l'apprentissage systématique, de la gestion des connaissances et de la reproduction des interventions à plus grande échelle.

31. Les résultats attendus sont les suivants: 18 600 jeunes (dont 50% de femmes) ont amélioré leur situation professionnelle (en accédant à un emploi ou en devenant entrepreneurs); 14 800 ménages comprenant de jeunes membres ont renforcé leur résilience; 17 200 jeunes ont fait état d'un changement positif de statut économique.

D. Alignement, appropriation et partenariats

32. Le PRORURAL Joven a été conçu conjointement avec le Gouvernement dominicain et est conforme à la Stratégie nationale de développement 2030 du pays. Il contribue au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2018-2022 et au Programme de développement durable à l'horizon 2030, et plus précisément à la réalisation des objectifs de développement durable suivants: l'objectif 1 (pas de pauvreté), l'objectif 2 (faim zéro), l'objectif 5 (égalité entre les sexes), l'objectif 8 (travail décent et croissance économique), l'objectif 10 (inégalités réduites), l'objectif 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) et l'objectif 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs). En outre, le projet cadre avec le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, ainsi qu'avec les priorités institutionnelles du Fonds et son Plan d'action en faveur des jeunes ruraux. Il constitue également l'un des principaux moyens de mettre en œuvre le programme d'options stratégiques pour le pays.
33. Les activités du PRORURAL Joven exécutées par le MEPyD reposent sur un solide partenariat public-privé. Le projet tirera également parti d'une assistance technique spécialisée pour certaines de ses activités.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

34. Le coût total du projet, sur les six années de la période d'exécution, est de 33,4 millions d'USD. La composante 1 (investissements pour l'inclusion productive et la résilience des jeunes dans l'économie rurale) représente 85% du coût total, et la plus grande partie des fonds ira directement aux jeunes ruraux. Le montant de l'investissement du FIDA dans cette composante qui est considéré comme participant au financement de l'action climatique, conformément aux méthodes appliquées par les banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, s'élève à 2 497 551 USD (soit 20%).
35. La composante 2 (enseignements tirés, connaissances et gestion du projet) représente 15% du coût total, et comprend les mesures transversales pour tous les axes considérés, la concertation sur les politiques, la gestion des connaissances et le suivi-évaluation du projet.
36. La répartition du coût du projet par composante, catégorie, année et source de financement est présentée dans les tableaux ci-après.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		FONPRODE/ AECID		Institutions financières nationales		Bénéficiaires		Emprunteur/contrepartie		Déficit de financement:		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Investissements pour l'inclusion productive et la résilience des jeunes dans l'économie rurale	9 177	74	9 896	99	2 000	100	1 005	100	1 839	80	4 556	80	28 473
2. Enseignements tirés, connaissances et gestion du projet	3 173	26	104	1	-	-	-	-	468	20	1 160	20	4 905
Total	12 350	100	10 000	100	2 000	100	1 005	100	2 307	100	5 716	100	33 378

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		FONPRODE/ AECID		Institutions financières nationales		Bénéficiaires		Emprunteur/contrepartie		Déficit de financement		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
Dépenses d'investissement													
1. Matériel et véhicules	73	1	-	-	-	-	-	-	6	-	16	-	95
2 Services de consultants	7 021	57	6 555	66	-	-	-	-	1 726	75	4 278	75	19 580
3. Plans d'entreprise	4 072	33	3 445	34	2 000	100	1 005	100	280	12	695	12	11 497
Total des dépenses d'investissement	11 166	90	10 000	100	2 000	100	1 005	100	2 013	87	4 988	87	31 172
4. Salaires et dépenses de fonctionnement	1 184	10	-	-	-	-	-	-	294	13	728	13	2 206
Total des dépenses récurrentes	1 184	10	-	-	-	-	-	-	294	13	728	13	2 206
Total	12 350	100	10 000	100	2 000	100	1 005	100	2 307	100	5 716	100	33 378

Tableau 3
Coût du projet par composante et par année du projet
 (en milliers d'USD)

Composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Total Montant
	Montant	%	Montant	%									
1. Composante 1	4 465	16	7 202	25	7 332	26	6 964	24	2 398	8	112	-	28 473
2. Composante 2	634	13	441	9	526	11	978	20	1 011	21	1 317	27	4 905
Total	5 099	15	7 643	23	7 858	24	7 942	24	3 409	10	1 428	4	33 378

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

37. Le projet sera financé par: i) une contribution du Gouvernement dominicain de 2,3 millions d'USD constituée d'exonérations fiscales et de contributions en nature; ii) un prêt du FIDA de 12,35 millions d'USD; iii) un cofinancement à hauteur de 10,0 millions d'USD du Fonds pour la promotion du développement (FONPRODE) de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement (AECID); iv) des contributions à hauteur de 2,0 millions d'USD d'institutions financières nationales (mobilisation de crédits); v) des fonds de contrepartie à hauteur de 1,0 million d'USD des bénéficiaires (en espèces ou en nature). L'exécution du projet va débuter avec un déficit de financement de 5,7 millions, qui pourrait être comblé par des contributions nationales ou un cofinancement additionnel.
38. Le FONPRODE, par l'intermédiaire de l'AECID, a manifesté son intérêt pour le cofinancement du projet. Ce cofinancement additionnel de 10,0 millions d'USD sera négocié à l'occasion de la conclusion de l'accord-cadre de cofinancement entre le FIDA et l'Espagne.

Décaissement

39. Le financement du FIDA sera versé sur le compte désigné en dollars des États-Unis ouvert auprès de la Banque centrale de la République dominicaine. Ce compte sera réservé exclusivement aux ressources du FIDA. Les fonds seront virés du compte désigné vers les comptes opérationnels dans le cadre du système de compte unique de trésorerie. Les fonds provenant des cofinanceurs seront quant à eux déposés sur des comptes bancaires distincts.

Résumé des avantages et analyse économique

40. Le flux des avantages nets supplémentaires annuels a été calculé sur une période de dix ans pour le nombre total de bénéficiaires de chaque modèle, en fonction de la phase d'incorporation des bénéficiaires dans le projet et sur la base des coûts et avantages annuels. Un taux de rentabilité interne d'au moins 12,8% a été confirmé dans tous les modèles de production.
41. Dans le cadre de l'analyse, seuls les coûts et les avantages économiques supplémentaires liés aux interventions du projet ont été pris en compte. À partir de ces coûts et avantages, évalués à leurs prix économiques, le flux de fonds pour les dix prochaines années a été défini en fonction de la maturité et des résultats attendus des interventions appuyées par le projet. Des taux de réussite prudents ont été appliqués pour les entreprises lancées par des jeunes de type « intégration des efforts productifs » ou « activation, dynamisation et mobilisation entrepreneuriales » (50% et 85%, respectivement). Les avantages attendus de l'axe de l'employabilité ont également été intégrés, en considérant l'amélioration de la capacité des jeunes à trouver du travail qui devrait être obtenue. Le taux de rentabilité économique interne est de 25,33% et la valeur actuelle nette, de 39,8 millions d'USD.

Stratégie de sortie et durabilité

42. La stratégie de sortie repose sur l'intégration des données probantes et des enseignements tirés du projet dans les politiques publiques menées par le MEPyD. Une fois le projet terminé, la République dominicaine devrait disposer de programmes et de services publics conçus spécialement pour les jeunes ruraux. Grâce à une forte appropriation par les pouvoirs publics et à un partenariat innovant avec le secteur privé, le Gouvernement appuiera la création d'emplois décentes et d'activités entrepreneuriales pour les jeunes en milieu rural, qui augmenteront leurs revenus et renforceront leur résilience face aux crises futures.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

43. Les risques du projet, et les mesures d'atténuation connexes, sont les suivants:
- i) lacunes dans les plans de microentreprise, auxquelles il faudra remédier avec une assistance technique et un suivi étroit par les partenaires du secteur privé axés sur les entreprises;
 - ii) intérêt limité pour les formations professionnelles, qu'il faudra prendre en compte en suivant de près les besoins et en veillant à adapter l'offre en continu;
 - iii) accaparement par les élites, qu'il faudra éviter par une stratégie de ciblage et une discrimination positive pour s'assurer de la participation des jeunes vulnérables (en particulier des jeunes femmes);
 - iv) abandons, qu'il faudra prévenir par un suivi continu, par des analyses et par la personnalisation des outils et des activités du projet;
 - v) manque de coordination entre les institutions qui prennent part à l'exécution, que l'on pourra corriger en intégrant le projet dans la plateforme interinstitutionnelle de coordination mise en place dans le cadre du PRORURAL Inclusivo y Resiliente.
44. En ce qui concerne la gestion financière, le risque est considéré comme substantiel au niveau du pays et comme modéré au niveau du projet. Les mesures d'atténuation les plus adaptées au niveau du projet seront les suivantes:
- i) définition claire et formalisation des responsabilités fiduciaires des partenaires d'exécution;
 - ii) mise au point définitive du manuel d'exécution du projet;
 - iii) amélioration du système comptable.

Tableau 4

Risques et mesures d'atténuation

<i>Domaines de risque</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>
Contexte national	Modéré	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Faible	Faible
Contexte environnemental et climatique	Élevé	Substantiel
Portée du projet	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Modéré	Faible
Passation des marchés au titre du projet	Modéré	Faible
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Faible
Risque global	Modéré	Faible

B. Catégorie environnementale et sociale

45. Le projet est classé dans la catégorie environnementale et sociale B. Les impacts environnementaux et sociaux qui pourraient résulter des plans d'investissement sont minimales, et seront atténués grâce à des activités d'examen préalable, de sensibilisation et de renforcement des capacités, conformément au plan de gestion sociale et environnementale.

C. Classement au regard des risques climatiques

46. Le projet est considéré comme présentant un risque climatique substantiel en raison de la situation géographique du pays dans la ceinture cyclonique des Caraïbes. Les effets des changements climatiques comprennent une variabilité accrue des précipitations, des sécheresses prolongées et une fréquence plus élevée des tempêtes. Le projet s'inscrira dans le cadre préliminaire de résilience adopté par le pays et sera fondé sur le modèle de résilience familiale élaboré par le FIDA et le Gouvernement dominicain dans le cadre du PRORURAL Inclusivo y Resiliente.

D. Soutenabilité de la dette

47. D'après le rapport publié à l'issue de la consultation menée en mai 2021 au titre de l'article IV du Fonds monétaire international, l'accroissement de la dette publique consécutif au choc macroéconomique causé par la pandémie (les projections indiquent que la dette devrait passer de 53,6% du PIB en 2019 à 71% environ du PIB en 2020) a accentué la nécessité d'assurer la durabilité de la dette à moyen terme. Un retour progressif aux soldes primaires d'avant la pandémie, des mesures de soutien monétaire soigneusement calibrées ainsi qu'une surveillance étroite et une transparence rigoureuse permettront d'amorcer une diminution de la dette publique, qui devrait graduellement revenir à 66,9% du PIB en 2022.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

48. La durée d'exécution du PRORURAL Joven sera de six ans. L'organisme d'exécution sera le Ministère de l'économie, de la planification et du développement.
49. Les projets PRORURAL Joven et PRORURAL Inclusivo y Resiliente seront exécutés par une même unité de gestion (l'UGP), ce qui permettra de recueillir des connaissances et des données probantes pour étayer un processus dynamique d'élaboration de politiques. La gestion conjointe des deux projets favorisera le partage des coûts relatifs aux fonctions centralisées.
50. Le PRORURAL Joven sera exécuté par le Vice-Ministre de la coopération internationale du MEPyD en coordination avec d'autres ministères (Ministère de l'agriculture et Ministère de la jeunesse, par exemple) et institutions publiques. Des partenaires du secteur privé apporteront leur concours pour l'exécution; leur rôle sera essentiel dans l'élaboration des plans d'entreprise et dans la mise en place de formations professionnelles adéquates. Il est également prévu que l'UGP fasse appel à une assistance externe pour étayer un système de suivi-évaluation fiable, qui permettra une gestion axée sur les résultats et une consignation systématique des informations. La coordination avec d'autres entités du MEPyD permettra de s'assurer que les enseignements tirés du projet sont intégrés sur la plateforme publique de concertation sur les politiques mise en place par le PRORURAL Inclusivo y Resiliente, et peuvent étayer l'élaboration de politiques.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

51. L'UGP sera responsable de la gestion financière et tirera parti de l'expérience et des connaissances acquises dans le cadre des interventions en cours. Les fonctions de l'unité de gestion financière, qui relève de l'UGP, comprendront: i) l'établissement des plans de travail et budgets annuels; ii) la présentation en temps voulu des demandes de retrait de fonds; iii) la mise en place de mesures de contrôle interne efficaces et de manuels financiers complets; iv) la tenue d'un système comptable adéquat; v) la présentation au FIDA de rapports financiers intermédiaires; vi) la préparation d'états financiers annuels conformes aux normes comptables internationales; vii) la coordination du processus d'audit; viii) la passation des marchés.

52. Les comptes du projet feront l'objet d'un audit par un cabinet d'audit privé. Ces vérifications seront menées en vertu du mandat de l'audit approuvé par le FIDA et conformément aux normes d'audit internationales et au Manuel d'information financière et d'audit des projets financés par le FIDA.
53. Les processus de passation des marchés seront planifiés et exécutés par l'UGP, au sein de laquelle la ou le responsable de la passation des marchés veillera à la qualité, conformément aux dispositions de l'accord de financement et aux directives du FIDA. Les règles et procédures relatives à la gestion des passations de marché figurent dans les Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets (2019), le Guide pratique de passation des marchés du FIDA et le manuel d'exécution du projet. Chaque année, un plan de passation de marchés, décrivant les types de contrats, les montants estimés, la source de financement, les modalités de passation des marchés et les seuils d'examen par le FIDA, sera soumis au Fonds pour avis de non-objection.
54. Les principes de bonne gouvernance, de transparence et de participation, ainsi que le mécanisme de diffusion de l'information, seront convenus avec tous les acteurs, en particulier l'organisme d'exécution et l'ensemble des partenaires privés, des organisations, des collectivités et des institutions prenant part au projet. Le manuel d'exécution du projet intégrera ces procédures conformément à la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations.

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances⁵

55. L'inclusion et la participation des jeunes ruraux, en particulier les plus défavorisés, sont un aspect essentiel de la stratégie de ciblage du projet. Des mécanismes de remontée de l'information ont été intégrés dans le système de suivi-évaluation pour assurer un contrôle périodique des points critiques et une réorientation des activités du projet en fonction des retours du groupe cible. L'utilisation d'Internet et des technologies facilitera la participation directe des jeunes. Conformément aux politiques sociales et environnementales du FIDA, un mécanisme de réponse aux doléances sera mis en place en vue de traiter les demandes et les plaintes.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication

56. Le système de suivi-évaluation: i) sera axé sur les résultats et permettra un contrôle des risques; ii) rassemblera l'ensemble des informations administratives pertinentes pour rendre compte des indicateurs inclus dans le cadre logique et des indicateurs de base relatifs aux effets directs; iii) incorporera les informations techniques et les retours d'expérience dans la gestion du projet et la plateforme interinstitutionnelle de concertation sur les politiques; iv) permettra l'intégration avec d'autres systèmes du Gouvernement dominicain et du FIDA; v) permettra de dégager des enseignements. L'UGP pourra faire appel à une assistance technique externe pour étayer le système de suivi-évaluation.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

57. Les caractéristiques les plus innovantes du PRORURAL Joven sont notamment:
- i) la structure de gestion du projet, qui repose sur une solide alliance public-privé et des partenariats avec des prestataires de services spécialisés;
 - ii) ses mécanismes de ciblage et sa complémentarité avec les politiques publiques élaborées à partir du modèle de résilience; iii) l'adaptation d'outils et de ressources (comme la méthode du plan d'entreprise) aux besoins des jeunes ruraux;
 - iv) la promotion d'innovations à forte intensité technologique et à impact important en matière d'inclusion.

⁵ Pour en savoir plus, voir le document intitulé « [Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes](#) ».

58. La reproduction à plus grande échelle des résultats reposera sur: i) un appui continu après la clôture du projet, qui sera assuré par des partenaires du secteur privé et d'autres alliés; ii) l'intégration, dans les stratégies et politiques nationales, des méthodes et des enseignements tirés du projet.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

59. Le PRORURAL Joven devrait entrer en vigueur d'ici à la fin du deuxième trimestre 2022. Pour faciliter le démarrage, des mécanismes relatifs aux coûts initiaux du projet seront utilisés, conformément aux dispositions définies dans l'accord de financement.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

60. Des missions annuelles de supervision seront menées conjointement pour les projets PRORURAL Joven et PRORURAL Inclusivo y Resiliente, ainsi que des missions d'appui à l'exécution, en fonction des besoins. Un examen à mi-parcours aura lieu au cours de la troisième année d'exécution. Des sondages seront effectués avant l'examen à mi-parcours et les missions d'achèvement du projet.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

61. Un accord de financement entre la République dominicaine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
62. La République dominicaine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
63. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

64. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République dominicaine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de douze millions trois cent cinquante mille dollars des États-Unis (12 350 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement

Texto Negociado
06/10/2021

PRÉSTAMO No. [Insertar número]

CONVENIO DE FINANCIACIÓN

*Proyecto de Inclusión Productiva y Resiliencia de los Jóvenes Rurales Pobres
(PRORURAL Joven)*

entre la

REPUBLICA DOMINICANA

y el

FONDO INTERNACIONAL DE DESARROLLO AGRÍCOLA

Firmado en Santo Domingo, República Dominicana, y Roma, Italia

CONVENIO DE FINANCIACIÓN

Número del Préstamo: [insertar número]

Nombre del Proyecto: Proyecto de Inclusión Productiva y Resiliencia de los Jóvenes Rurales Pobres (PRORURAL Joven) (el "Proyecto")

La República Dominicana (el "Prestatario")

y

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

CONSIDERANDO que el Prestatario ha solicitado al Fondo un préstamo para financiar el Proyecto descrito en el Anexo 1 de este Convenio;

CONSIDERANDO que el Fondo ha aceptado conceder financiamiento al Proyecto;

Las Partes acuerdan además lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución (Anexo 1), el cuadro de asignaciones (Anexo 2), y los compromisos especiales (Anexo 3).
2. Las Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola de fecha 29 de abril 2009, enmendadas en diciembre de 2020 y en sus sucesivas versiones enmendadas y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado, a menos que las Partes hayan convenido de otra manera en este Convenio.
3. El Fondo proporcionará un préstamo (el "Préstamo") al Prestatario, que éste utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. A. El monto del Préstamo es de doce millones, trescientos cincuenta mil dólares de Estados Unidos (USD 12 350 000).
2. El Préstamo es otorgado en términos ordinarios y tiene un plazo de reembolso de veinticinco (25) años, incluido un período de gracia de diez (10) años que comenzará a partir de la fecha de cumplimiento de las condiciones previas para el retiro de los fondos.
3. El Préstamo estará sujeto a intereses sobre el capital del Préstamo pendiente de reembolso al tipo de interés variable de referencia de FIDA con un margen variable proporcionado por el FIDA.
4. La moneda del servicio de pago del Préstamo será en dólares de los Estados Unidos.

5. El primer día del año fiscal aplicable será el 1 de enero.
6. Los pagos del capital y los intereses serán pagaderos cada 15 de abril y 15 de octubre.
7. El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto, abrirá una subcuenta (Cuenta Designada) para el Proyecto dentro del sistema de cuenta única del Tesoro (CUT). El Prestatario deberá informar al Fondo de los oficiales autorizados para operar la Cuenta Designada.
8. El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto, proporcionará contrapartida financiera al Proyecto en el monto de dos millones trescientos mil dólares de los Estados Unidos (USD 2 300 000) para cubrir impuestos y para cofinanciar las actividades del Proyecto de acuerdo a los Planes Operativos Anuales, en efectivo o en especie.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto es el Ministerio de Economía, Planificación y Desarrollo (MEPyD) a través del Viceministerio de Cooperación Internacional y en coordinación con el Ministerio de Agricultura.
2. Se llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las Partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Proyecto.
3. La Fecha de Terminación del Proyecto será el sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio y la Fecha de Cierre del financiamiento será seis (6) meses después u otra fecha acordada por escrito entre las Partes.

Sección D

1. El Fondo administrará el Préstamo y supervisará el Proyecto.

Sección E

1. Los siguientes son designados como motivos adicionales para la suspensión de este Convenio:
 - a) Cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Proyecto (MOP) haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación, sin autorización previa del Fondo y el Fondo haya determinado, previa consulta con el Prestatario, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto.
2. Las siguientes son designadas como condiciones adicionales específicas precedentes para desembolso:
 - a) Previa obtención de la no objeción de FIDA al MOP;
 - b) Que se hayan actualizado, a satisfacción del Fondo, las responsabilidades definidas en los términos de referencia del Director del Proyecto y el Gerente Financiero del Proyecto;
 - c) Que se haya publicado, para proceso de contratación abierto y competitivo, la posición de un/a especialista de Juventud e Inclusión Social, de acuerdo a los Términos de Referencia aprobados por el FIDA; y

- d) Que se haya abierto la Cuenta Designada;
3. El presente Convenio está sujeto a ratificación por parte del Prestatario conforme a la legislación nacional aplicable.
4. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones para ser usadas para cualquier comunicación relativa a este Convenio:

Por el Prestatario:

Ministro de Hacienda
Av. México 45, Santo Domingo
República Dominicana

Por el Fondo:

Presidente
Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola
Vía Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

Copia para: PRORURAL Inclusivo y Resiliente.

Este Convenio, ha sido preparado en idioma español en dos (2) copias originales, una (1) para el Fondo y una (1) para el Prestatario.

REPÚBLICA DOMINICANA

José Manuel Vicente
Ministro de Hacienda

Fecha: _____

FONDO INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO AGRÍCOLA

Gilbert F. Hougbo
Presidente

Fecha: _____

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Proyecto

1. *Área del Proyecto.* El PRORURAL Joven tendrá dos áreas de intervención prioritarias: Prioridad 1 que comprende la Región Cibao Noroeste (Provincias de Espaillat, Monte Cristi, Puerto Plata, Santiago Rodríguez y Valverde), y la Región Sur Oeste (Provincias de Azua, Bahoruco, Barahona, Independencia y San Juan); y Prioridad 2 que comprende la Región Cibao Nordeste (Provincias de Duarte, Hermanas Mirabal, La Vega y Monseñor Nouel) y la Región Sur Central (Provincias de Monte Plata, Peravia, San Cristóbal y San José de Ocoa).
2. *Población-objetivo y beneficiarios del Proyecto.* La población objetivo del Proyecto está compuesta por jóvenes rurales entre 18 y 35 años que viven en condiciones de pobreza y vulnerabilidad en el área del Proyecto, y sus familias. Los beneficiarios del Proyecto deberán estar registrados al Sistema Único de Beneficiarios (SIUBEN) de la República Dominicana y cumplir con los criterios de elegibilidad (ICV1, ICV2 y hasta un máximo de un 25% de los hogares más pobres clasificados dentro el rango ICV3). En el caso que no se encuentren registrados, SIUBEN llevará a cabo este registro y su calificación.
3. *Meta.* El fin es que las inversiones del Proyecto contribuyen a reducir la pobreza de los jóvenes rurales y a la mejora del Índice de Calidad de Vida (ICV) de sus familias.
4. *Objetivo de desarrollo.* El objetivo de desarrollo es que los jóvenes beneficiarios del Proyecto han mejorado sus ocupaciones en empleo o emprendimientos, y que estos jóvenes y sus familias presentan mayor capacidad de resiliencia a los factores climáticos, sociales y económicos que afectan su vulnerabilidad.
5. *Componentes.* El Proyecto PRORURAL Joven se operativiza a través de los siguientes componentes: i) Componente 1 "Inversiones para la inclusión productiva y resiliente de los jóvenes en la economía rural"; y ii) Componente 2 "Aprendizaje, conocimientos y gestión del Proyecto".
6. A través del Componente 1, se otorgarán apoyos e incentivos para superar barreras que impiden la inclusión productiva y social de los jóvenes beneficiarios. Se organiza en dos Subcomponentes:
 - 6.1 El Subcomponente 1.1 incluye instrumentos de Promoción, Sensibilización e Inclusión de las y los jóvenes que viven en condiciones de más alta vulnerabilidad, posicionando al proyecto en el terreno, identificando las demandas conjuntamente con las y los jóvenes con base a metodologías participativas, y sensibilizando a los protagonistas, sus familias y actores locales en temas transversales como género, nutrición y medidas de mitigación y adaptación al cambio climático y construcción de resiliencia. A su vez este subcomponente promoverá la inclusión de los jóvenes, contribuyendo a mejorar su capital social y humano, ayudándolos a definir proyectos de vida, y operando como orientación para el aprovechamiento de otros instrumentos del Proyecto;
 - 6.2 El Subcomponente 1.2. Apoyo al emprendimiento y empleabilidad. A través de este subcomponente se dará respuesta a las causas más directas que afectan a la inclusión económica de los jóvenes del medio rural, generando recorridos por donde puedan transitar. Los jóvenes con interés en mejorar sus habilidades para ingresar al mercado seguirán el recorrido de Ruta de Empleo, orientada a compensar carencias de capital humano, otorgando habilidades para el empleo rural agrícola y no agrícola fuertemente

articulado a la demanda; mientras los jóvenes interesados en desarrollar ideas de emprendimientos seguirán el recorrido de la Ruta de Emprendimiento, para fortalecer el capital humano y social, y facilitar activos requeridos para el desarrollo de emprendimientos orientados por las oportunidades identificadas a nivel local, nacional y de exportación. Por otra parte, además de estas rutas a recorrer por los jóvenes, el Proyecto promoverá innovaciones de alto impacto inclusivo, intensivas en tecnología, que tengan amplio alcance con los grupos más vulnerables.

7. El Componente 2 "Aprendizaje, conocimientos y gestión del Proyecto", contribuirá a abordar las causas profundas de los problemas que afectan a los jóvenes rurales mediante el establecimiento de un proceso de aprendizaje e intercambio de conocimientos para apoyar el desarrollo de políticas públicas. Este proceso se llevará a cabo bajo un enfoque programático, mediante el cual PRORURAL Joven y PRORURAL Inclusivo y Resiliente se gestionarán a través de una única UGP (UGP-PRORURAL). Este enfoque programático garantizará que ambos proyectos contribuyan a la plataforma de políticas públicas creada por PRORURAL Inclusivo y Resiliente y administrada por la Dirección General de Desarrollo Económico y Social del MEPyD. Además de contribuir al diálogo político basado en evidencia, los mecanismos de monitoreo y evaluación, aprendizaje y conocimiento de PRORURAL Joven permitirán una gestión basada en resultados, para complementar la información del SIUBEN y para promover la Cooperación Sur-Sur y Triangular.

II. Disposiciones de ejecución

1. *Organismo Responsable del Proyecto.* El Ministerio de Economía, Planificación y Desarrollo (MEPyD) ha sido designado por el Gobierno de la República Dominicana, como el Organismo Responsable del Proyecto.
2. *Unidad de Gestión del Proyecto (UGP).* Las responsabilidades de gestión ejecutiva y fiduciarias de PRORURAL Joven se realizarán bajo una Unidad de Gestión del Proyecto que se denominará "UGP PRORURAL".
3. La coordinación técnica y fiduciaria del Proyecto estará a cargo del/a Director/a de la UGP PRORURAL, quien contará con el apoyo de las siguientes Gerencias Especializadas: i) Gerencia financiera (GEGF); ii) Gerencia en adquisiciones (GEGA); y iii) Gerencia en planificación, seguimiento, evaluación y gestión del aprendizaje. La renovación anual de los contratos de todo personal será sujeta a un desempeño satisfactorio, y deberá contar con la no objeción del FIDA.
4. *Gerencia financiera (GEGF).* La GEGF será responsable de (i) la preparación del plan de trabajo y presupuesto anual; ii) presentación oportuna de solicitudes al FIDA para retiros; (iii) asegurar medidas efectivas de control interno y manuales financieros completos; (iv) mantener un sistema contable adecuado; v) presentación al FIDA de informes financieros provisionales; (vi) preparación de estados financieros anuales en línea con las normas internacionales de contabilidad; (vii) coordinación del proceso de auditoría; y (viii) la administración adecuada del sistema de Información de la Gestión financiera (SIGEF) y del Registro de las Operaciones Financieras.
5. *Gerencia en adquisiciones (GEGA).* Arreglos para adquisiciones. Los procesos de adquisiciones serán planificados y ejecutados por la UGP bajo responsabilidad del Director del Proyecto. El responsable de la GEGA de la UGP garantizará y velará por la calidad en el cumplimiento de las disposiciones del Convenio de Financiación y del MOP, de conformidad con las directrices del FIDA.

6. *Gerencia en planificación, seguimiento, evaluación y gestión del aprendizaje.* Las principales características del sistema de Planificación, Seguimiento, Evaluación y Aprendizaje (PSEA) serán: a) estar orientado a los resultados y control de riesgos; b) recopilar toda la información relevante para reportar avances en los indicadores del marco lógico y los indicadores básicos de efectos directos del FIDA (COI) ; c) retroalimentar a la plataforma de diálogo sobre gestión del Proyecto y diálogo de política, con información técnica y lecciones aprendidas (componente 2 del PRORURAL Inclusivo y Resiliente); d) permitir la integración con otros sistemas, en particular el sistema de la agencia encargada de la ejecución (MEPyD y el FIDA) para reunir información y generar productos que alimenten otros servicios; y e) clasificar y documentar las lecciones aprendidas.
7. Para la puesta en marcha del PSEA, la Gerencia en planificación, seguimiento, evaluación y gestión del aprendizaje asumirá, en las distintas fases del ciclo de implementación del Proyecto, las siguientes responsabilidades: planificación global y anual de actividades, gastos e inversiones (incluyendo POA y PAC), estudio línea de base, medio término y final, seguimiento de indicadores específicos a las inversiones en los planes y beneficiarios, seguimiento a los indicadores del marco lógico y a los indicadores de la teoría de cambio (y sugerencia de ajustes de metas e indicadores si necesario), elaboración de informes periódicos (trimestrales o semestrales según tipo de indicadores e informes específicos sobre indicadores para las misiones de supervisión y RMT del FIDA), estudio de final de impacto y resultados e insumos para el Informe de Terminación del Proyecto. En caso de ser necesario, se podrá contar con el apoyo de una Institución Especializada en Seguimiento y Evaluación (IESE) para llevar a cabo dichas responsabilidades.
8. *Socios privados de implementación.* La implementación y acompañamiento de las actividades del Proyecto con los beneficiarios del Proyecto serán realizadas mediante la formalización de (un) acuerdo(s) entre el MEPyD y socios privados bajo un proceso abierto y competitivo.

III. Otras disposiciones

1. *Manual de Operaciones del Proyecto (MOP).* El Proyecto se ejecutará conforme al presente Convenio y al MOP el cual establece las reglas operativas y administrativas, procedimientos y formatos para la ejecución del Proyecto por parte del Prestatario.
2. Sobre la base del borrador del MOP anexo al Informe de Diseño del PRORURAL Joven, la UGP-PRORURAL preparará una propuesta actualizada que incluirá, entre otros aspectos: a) Descripción del Proyecto; b) Organización para la ejecución, que describirá las funciones, responsabilidades y roles de la UGP como responsable de la implementación, así como de la(s) entidad(es) aliada(s) como responsable(s) de la ejecución operativa, y la implementación del sistema de seguimiento y evaluación; c) Normas legales, administrativas, de adquisiciones y de control financiero; d) Planificación y presupuesto, seguimiento y evaluación; e) Auditorías, cierre y evaluación del Proyecto; f) Medios y mecanismos para atención de quejas y reclamaciones; y g) Las condiciones del Convenio para la implementación operativa que contendrá entre otros aspectos: el objeto y alcance de la obligación, presupuestos, formas de operación, descripción de instrumentos de gestión y rendición de cuentas, forma de resolución de conflictos, entre otros. Formará parte del MOP un Reglamento Operativo de Inversiones (ROI) que establecerá el método de implementación, ciclo de inversiones, y se describirán las normas, criterios y mecanismos que regirán para la ejecución de las inversiones.

3. La adopción del MOP se hará previa a la no-objeción del Fondo. Si fuera necesario, a través del MEPyD, la UGP-PRORURAL podrá proponer las modificaciones al MOP que se consideren oportunas aplicar durante la implementación antes de ser sometidas para la no-objeción del FIDA.

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. *Asignación de los recursos del Préstamo.* (a) El cuadro que figura a continuación presenta las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo, la asignación de los montos de Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría. Asimismo, las Partes podrán acordar reasignaciones entre las siguientes Categorías de gastos:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en USD)	Porcentaje
I. Vehículos y equipos	70 000	100% sin impuestos
II. Asistencia Técnica	6 320 000	100% sin impuestos
III. Planes de negocios	3 660 000	100%
IV. Salarios y costos operativos	1 070 000	100% para Salarios y 100% sin impuestos para costos operativos
Sin asignación	1 230 000	
TOTAL	12 350 000	

(b) Los términos utilizados en el Cuadro anterior se definen como:

- (i) Vehículos y equipos: se refiere a los vehículos, equipos y bienes que requiere la UGP para la operación del Proyecto.
- (ii) Asistencia Técnica: se refiere a estudios como línea de base, evaluaciones, auditorías, contratos de servicios para formulación de planes y acompañamiento cierre de proyectos, metodologías participativas, entre otros.
- (iii) Planes de negocios: se refiere a los gastos elegibles definidos en los diferentes tipos de planes a favor de las organizaciones de beneficiarios, y con base a lo establecido en el Manual de Operaciones del Proyecto.
- (iv) Salarios y Gastos Operativos: se refiere a los gastos destinados al personal involucrado directamente en la ejecución del proyecto y a los gastos destinados al apoyo de las operaciones implementadas por el personal del Proyecto.

2. *Acuerdos de desembolso*

(a) *Gastos de puesta en marcha.* Los desembolsos respecto a los gastos de puesta en marcha incurridos antes del cumplimiento de las condiciones generales precedentes al desembolso no excederán un valor agregado del equivalente de USD 300 000 con respecto a las Categorías I, II y IV del Préstamo, para financiar costos asociados con el estudio de la línea de base, la preparación del manual de operaciones, las mejoras al sistema contable informatizado y de gestión, y los salarios iniciales del Director, del Gerente Financiero, del Gerente de Adquisiciones, del Gerente en Planificación, Seguimiento, Evaluación y Aprendizaje y el Especialista en Juventud e Inclusión Social. Actividades a ser financiadas

por gastos de puesta en marcha requerirán la no-objeción de FIDA para ser considerados elegibles.

Anexo 3

Compromisos especiales

De conformidad con la Sección 12.01(a)(xxxiii) de las Condiciones Generales, el Fondo podrá suspender, en totalidad o en parte, el derecho del Prestatario a requerir desembolsos de la cuenta del Préstamo, si el Prestatario ha contravenido al cumplimiento de lo pactado anteriormente, y el Fondo ha determinado que dicho incumplimiento ha tenido, o es probable que tenga, un efecto material adverso en el Proyecto:

1. *Planeación, Monitoreo y Evaluación.* El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto, asegurará que la UGP haya adoptado un sistema de Planeación, Monitoreo y Evaluación (PM&E) dentro de doce (12) meses del día de la entrada en vigor del presente Convenio.

2. *Seguridad de tenencia de la tierra.* En caso de realizarse, el Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto, asegurará que los procesos de adquisiciones de tierra hayan sido completados y que los procesos de compensación hayan sido consistentes con las mejores prácticas internacionales y principios de consentimiento previo libre e informado.

3. *Cumplimiento con los Procedimientos de FIDA para la Evaluación Social Ambiental y Climática (ESAC).* El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto, asegurará que el Proyecto será implementado en acuerdo con ESAC de FIDA y más específicamente las siguientes medidas serán tomadas:

El proyecto, para su implementación, considerará las intervenciones recomendadas en la Nota de Procedimiento para la ESAC – Anexo 5 del Informe de Diseño del proyecto, asimismo, elaborará un Plan de Gestión Social y Ambiental que incorporará las acciones necesarias (monitoreo / supervisión / requisitos de reporte), arreglos de implementación, responsabilidades institucionales, cronograma y costos para implementar las medidas previstas.

Adicionalmente, el Prestatario asegurará que: (a) todas las actividades de Proyecto son implementadas en estricta conformidad con las leyes/regulaciones ambientales y sociales establecidas en el marco legal nacional del Prestatario; (b) todas las actividades del Proyecto dan especial consideración a la participación y prácticas de minorías étnicas en cumplimiento con las Políticas de Poblaciones Indígenas de FIDA (2009), cuando proceda; (c) propuestas para obras públicas incluyen confirmación de no adquisición o reubicación involuntaria de tierra son requeridas para el Proyecto.

4. *Procedimiento de reclamaciones del FIDA por presunto incumplimiento de sus políticas sociales y ambientales y aspectos obligatorios de sus procedimientos de ESAC.* El MOP incluirá referencia, en primer lugar, al procedimiento nacional de quejas y denuncias, y en segundo lugar al procedimiento de quejas del FIDA cuyo objetivo es permitir que las personas y las comunidades se comuniquen directamente con el FIDA y presenten quejas si creen que el Proyecto no está cumpliendo con las normas ESAC.

5. *Medidas anticorrupción.* El Prestatario deberá cumplir con la Política del FIDA en materia de Prevención del Fraude y la Corrupción en sus Actividades y Operaciones.

6. *Acoso sexual, explotación sexual y abuso.* El Prestatario y las Partes del Proyecto se asegurarán de que el Proyecto se lleve a cabo de conformidad con las disposiciones de la Política del FIDA sobre prevención y respuesta al acoso sexual, la explotación sexual y el abuso, según se modifique periódicamente.

7. Uso de los vehículos del Proyecto y otro equipo del Proyecto. El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto, asegurará que:

- (a) todos los vehículos y equipos adquiridos por el Proyecto sean asignados a la UGP para la implementación del Proyecto;
- (b) los tipos de vehículos y otros equipos adquiridos por el Proyecto sean apropiados para las necesidades del Proyecto; y
- (c) todos los vehículos y otros equipos transferidos o adquiridos para el Proyecto sean utilizados únicamente para el Proyecto.

8. *Portal de Clientes de FIDA (ICP) y Herramienta de Monitoreo de Contrato (CMT)*. El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto, asegurará que una solicitud sea enviada a FIDA para acceder a la herramienta de seguimiento de los contratos de adquisiciones del proyecto en el ICP. El Prestatario asegurará de que todos los contratos, Memorándums de Entendimiento, órdenes de compra y pagos relacionados sean registrados en el ICP en relación con la adquisición de bienes, trabajos, servicios, consultorías, servicios no consultivos, contratos comunitarios, donaciones y contratos de financiamiento. El Prestatario asegurará que los datos de contrato sean actualizados cuatrimestralmente durante la implementación del Proyecto.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Midterm	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members				SyE	Anual	UGP	
	Household members - Number of people		28000	70000				
	1.a Corresponding number of households reached				SyE	Anual	UGP	
	Women-headed households - Number		2760	6900				
	Households - Number		11000	27600				
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				SyE, Planes de Negocio	Anual	UGP	
	Females - Number		6900	17275				
Males - Number		6900	17275					
Total number of persons receiving services - Number of people		13800	34550					
Project Goal Las inversiones del proyecto contribuyen a reducir la pobreza monetaria de los jóvenes rurales y a la pobreza multidimensional de sus familias	Familias de jóvenes beneficiarios del proyecto que incrementan el ICV en un 15% respecto al grupo control				SyE, SIUBEN	RMT y Final del Proyecto	UGP	El país continua creciendo sin grandes desequilibrios macroeconómicos
	Familias - Number		5500	13760				
Development Objective Los jóvenes beneficiarios del proyecto han mejorado sus ocupaciones en empleo o emprendimientos y éstos jóvenes y sus familias presentan mayor capacidad de resiliencia a los factores climáticos, sociales y económicos que afectan su vulnerabilidad	Familias de jóvenes beneficiarios del proyecto con mayor resiliencia				SyE Tarjeta de Puntuación	RMT y Final del Proyecto	UGP	La Teoría de Cambio del Proyecto es adecuadamente actualizada y las actividades se ajustan a esa actualización
	Familias - Number		5800	14800				
	Jóvenes que incrementan o mejoran sus ocupaciones (en empleos o emprendimientos) (50% son mujeres)				SyE	Anual	UGP	
Total jóvenes - Number		7400	18600					
Outcome Resultado 1.1.1 Promoción, Sensibilización e Inclusión. Los jóvenes rurales, incluyendo aquellos del segmento más vulnerable, acceden a las rutas ofrecidas por el proyecto y modifican sus hábitos como consecuencia de un mayor conocimiento en temas como género, nutrición y los desafíos del cambio climático								Se cuenta el involucramiento de socios estratégicos en territorio con vocación de trabajar los temas de inclusión social y económica
	Jóvenes del segmento más vulnerable que mejoran sus habilidades básicas (50% son mujeres)				SyE	Anual	UGP/IESE	
	Total jóvenes - Number		2000	5100				
	% de jóvenes manifiestan haber modificado hábitos en temas como género, nutrición y los desafíos del cambio climático (50% mujeres)				SyE	Anual	UGP/IESE	
Total jóvenes - Ratio (%)		25	70					
Output Productos 1.1.1 Promoción, Sensibilización e Inclusión: Los jóvenes rurales participan y responden adecuadamente a las actividades de promoción, inclusión de jóvenes del segmento más vulnerable y sensibilización en temas transversales	Municipios alcanzados por las actividades de promoción del proyecto				SyE	Anual	UGP/IESE	
	Municipios - Number		22	59				
	Jóvenes que acceden a la ruta del emprendimientos y empleo (50% son mujeres)				SyE	Anual	UGP/IESE	
	Total jóvenes - Number		10400	26000				
	Jóvenes del segmento más vulnerable o con dificultades que participan en la Ruta de Inclusión (50% son mujeres)							
Total jóvenes - Number		5600	14100					

	Jóvenes sensibilizados en temas transversales como género, nutrición y los desafíos del cambio climático (50% son mujeres)	SyE	Anual	UGP/IESE		
	Total jóvenes - Number			13800	34500	
Outcome Resultado 1.2.1 Ruta de Emprendimientos. Los jóvenes aumentan y diversifican sus fuentes de ingreso y se sostienen luego del 3er año de implementación de las iniciativas de emprendimiento (IeP y AIMEs)	Emprendimientos funcionando al tercer año de su lanzamiento (95 IePs y 200 AIMEs)	SyE	Anual	UGP/	Las instituciones financieras se involucran activamente y los jóvenes acceden al financiamiento parcial de sus emprendimientos	
	Total emprendimientos - Number			100		295
	Jóvenes participando en IeP y AIME al tercer año del lanzamiento de los emprendimientos	SyE	Anual a partir del tercer año	UGP		
	Total jóvenes - Number			3400		8600
Output Producto 1.2.1 Ruta de Emprendimientos. Los jóvenes participantes en la ruta de emprendimiento son capacitados en habilidades blandas y técnicas, y sus emprendimientos (IeP y AIMEs) inician actividades	Nuevos emprendimientos apoyados por el proyecto (112 IeP y 400 AIMEs)	SyE	Anual	UGP		
	Empredimientos - Number			200		512
	Jóvenes acceden a la ruta del emprendimientos y son capacitados en habilidades blandas y técnicas para emprendimiento (50% mujeres)	SyE	Anual	UGP		
	Jóvenes - Number			5000	12400	
Outcome Resultado 1.2.2 Ruta Empleo. Jóvenes participantes han mejorado sus habilidades para una inserción calificada en el mercado de trabajo.	Jóvenes que acceden a un empleo (desagregado por contratos de más de 6 meses, y de menos de 6 meses) (50% son mujeres)	SyE	Anual	UGP/JAD/IESE	Involucramiento del sector privado, continuidad en las actividades de INFOTEP y los jóvenes participan en los cursos de empleabilidad	
	Total jóvenes - Number			3400		8600
Output Producto 1.2.2 Ruta Empleo: Los jóvenes participantes en la ruta de empleo son capacitados en habilidades blandas y técnicas para el empleo	Jóvenes que acceden a la ruta de empleo y son capacitados en habilidades blandas y técnicas para el empleo (50% son mujeres)	SyE	Anual	UGP		
	Total jóvenes - Number			5400		13600
Outcome Resultado 1.2.3 Innovación en Negocios Inclusivos. Los negocios inclusivos innovadores apoyados por el proyecto dan una respuesta sostenible a problemas sociales y productivos en las comunidades rurales	Negocios inclusivos económicamente rentables (por lo menos un 20% incluye a grupos de jóvenes más vulnerables)	SyE	RMT y Final del Proyecto	UGP	Las universidades y otras organizaciones se involucran activamente de la iniciativa de innovación; v) el personal del Proyecto es elegido en forma competitiva y con criterios de calidad	
	Proyectos innovadores - Number			2		4
Output Producto 1.2.3 Innovación en Negocios Inclusivos. El proyecto brinda apoyo para el desarrollo de negocios inclusivos innovadores	Proyectos de negocios inclusivos innovadores que reciben apoyo del Proyecto	SyE	Anual	UGP		
	Proyectos innovadores - Number			6	18	
Outcome Resultado 2.1 La gestión adecuada del proyecto y del sistema de SyE contribuyen a la gestión por resultados, a la actualización del SIUBEN, a mantener informados a todos los actores y a la inclusión productiva y la resiliencia de los jóvenes rurales	El sistema de S&E diseñado y funcionando adecuadamente, incluyendo un mecanismo de retroalimentación para la gestión por resultados, el aprendizaje y la actualización del SIUBEN	SyE, SIUBEN	Semestral	UGP		
	Informes Semestrales - Number			6		12
Outcome Resultado 2.2. Las actividades del proyecto generan un proceso de aprendizaje que contribuye a la	En sus estrategias y políticas de inclusión productiva en el medio rural, el país adopta criterios de focalización medibles y dirigidos al aumento de la movilidad económica y resiliencia de los jóvenes rurales y sus familias	SyE	Final	UGP	Existe una continuidad en la voluntad de diálogo político	

definición de una estrategia de focalización y modelos de intervención para escalar la inclusión productiva y la resiliencia de las familias de los jóvenes rurales.	Productos - Number		0	1				en las políticas para los jóvenes
Output Producto 2.2. El proyecto genera productos de conocimiento que sirven como insumo para la Plataforma de Diálogo de políticas	Productos de conocimientos finalizados como insumos para la Plataforma de Dialogo de Política (Core Indicator- Policy)				SyE	RMT y Final	UGP	
	Productos de conocimientos - Number		1	3				

Integrated Project/Programme Risk Matrix

Categoría de riesgo / Subcategoría	Inherent risk	Residual risk
Contexto nacional	Moderado	Bajo
Compromiso político	Moderado	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>Después de las elecciones presidenciales de julio 2020, el 16 de agosto tomó posesión un nuevo ejecutivo presidido por Luis Rodolfo Abinader del centrista Partido Revolucionario Moderno (PRM). Después de algunas protestas registradas a comienzos del 2020, el clima social ha mejorado en 2021. La sólida mayoría en ambas cámaras del Congreso, su control de la mayoría de los municipios y su agenda pro-empresarial, auguran de momento estabilidad política en el país, y un fuerte compromiso del Gobierno con el Programa PRORURAL. A pesar de los retrasos iniciales en el primer desembolso del PRORURAL Inclusivo y Resiliente (PI) debidos al cambio de gobierno y reclutamiento del personal para la UGP, los procesos han ido avanzando con celeridad en el 2021, con un equipo de gobierno y PMU muy comprometidos. La pandemia del coronavirus (Covid-19) y los desafíos económicos y sociales que esto está trayendo al país y a sus principales sectores, plantean incertidumbres a medio plazo, visible de forma concreta a través de la disminución de la contrapartida doméstica.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>El equipo país ha estado trabajando con las nuevas autoridades de MEPyD y Ministerio de Hacienda, entablando un diálogo abierto y directo con miras a fortalecer los vínculos institucionales entre estas instituciones y el FIDA. La revisión de medio término de la estrategia país (COSOP Results Review) a finales de 2020 permitió confirmar que las prioridades estratégicas del COSOP siguen alineadas con las prioridades y políticas del nuevo Gobierno. El taller de arranque del PRORURAL Inclusivo generó gran expectativa, y a pesar de ser realizado de forma remota, contó con una asistencia destacada y gran interés en todas sus sesiones. La disminución de la contrapartida doméstica será resuelta por un arranque paulatino de las actividades, y de persistir la brecha, buscando un cofinanciador adicional.</p>		
Gobernanza	Moderado	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>A nivel país, 5 de los 6 indicadores WGI (Worldwide Governance Indicators – World Bank Group) muestran una calificación superior al resto de LAC. El indicador de corrupción es el que menor calificación posee. El proyecto enfrenta un riesgo en la eficiencia de gestión y administrativa dado el esfuerzo de integrar las acciones del proyecto en un ámbito más amplio de socios y de diferentes instituciones que deberán integrarse y coordinarse. El mayor riesgo se traduce en la lentitud de los procesos.</p>	Moderado	Bajo
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>La lucha contra la corrupción es uno de los principales ejes de trabajo del nuevo Gobierno del PRM. El presidente, Luis Abinader, ha encabezado desde su llegada al gobierno iniciativas anticorrupción y de buen gobierno para incrementar transparencia y reducir procesos burocráticos. Sin embargo, estas medidas pueden tomar tiempo y tener un efecto incierto.</p> <p>El riesgo a nivel proyecto se minimizará con el seguimiento del FIDA y con la toma de medidas operativas (comités de coordinación, reuniones periódicas, generación de capacidades financieras y administrativas, etc.) que puedan encauzar y reorientar el proyecto y asegurar transparencia en la asignación de recursos.</p>		
Factores macroeconómicos	Sustancial	Moderado
<p>Riesgo:</p> <p>La pandemia de COVID-19 ha afectado significativamente a República Dominicana, provocando una fuerte contracción en el segundo trimestre de 2020 en sectores críticos como el turismo, la construcción y la minería. Según el Banco Mundial, el PIB se contrajo un 6,7% en 2020, mientras que la pobreza pasó del 20,3% en 2019 al 21,8% en 2020 (proyecciones de la CEPAL). Desde marzo al último trimestre de 2020, se estima que se habían perdido 191 273 puestos de trabajo. No obstante, se espera que la República Dominicana sea uno de los países de la región que se recupere más rápido de la recesión volviendo a los niveles de PIB real pre-pandémicos para 2022.</p>		

A junio 2021 las previsiones son que el déficit fiscal se vaya estrechando progresivamente: de 7.9% of GDP en 2020 a 4.5% of GDP en 2021. Sin embargo, el daño a la capacidad productiva causado por la crisis del coronavirus perjudicará el potencial de mediano plazo de República Dominicana. Adicionalmente, la pandemia tuvo un duro efecto en el desempeño fiscal en 2020, afectando a los ingresos fiscales, mientras que el gasto aumentó considerablemente. En este contexto, el Gobierno ha solicitado la disminución de la contrapartida doméstica que se registrará como brecha financiera (financing gap).		
Medidas de mitigación: Existe un fuerte compromiso político del Gobierno actual para con PRORURAL, mismo que lo quiere convertir en política pública. El impacto de la disminución de la contrapartida doméstica será mitigado a través de un comienzo paulatino de las actividades del Proyecto. Se espera que con la rápida recuperación de la economía nacional se le asignen recursos adicionales al Proyecto. En caso de no concretarse, se buscará un cofinanciamiento externo adicional, posiblemente a través de la Agencia Española de Cooperación que ya financia PRORURAL Inclusivo y Resiliente con US\$ 20 millones.		
Fragilidad y seguridad	Moderado	Bajo
Riesgo: Tanto la vulnerabilidad del país ante desastres naturales, como la crisis sanitaria de la pandemia del COVID19 son riesgos moderados para la implementación de PRORURAL. En agosto 2021 el programa de vacunación de Covid en República Dominicana está avanzada y los servicios están abiertos. Los desarrollos en el vecino Haití (magnicidio del Presidente Jovenel Moïse, protestas sociales e inseguridad generalizada) pueden afectar actividades específicas en la zona fronteriza, pero no se estima mayor impacto al desarrollo de PRORURAL Joven.		
Medidas de mitigación: Se monitoreará la situación de seguridad y de Covid, y en caso de requerir acción se modificará el POA y programación de las actividades.		
Estrategias y políticas sectoriales	Bajo	Bajo
Armonización de políticas	Bajo	Bajo
Riesgo: El nuevo Gobierno del PRM ha mostrado su compromiso – actualmente e históricamente - con el desarrollo agrícola y rural y la población joven. La crisis por el COVID19 y la situación y económica y fiscal, afecta la capacidad en el contexto actual de inversión pública. El Gobierno ha pedido abrir la ejecución a otros posibles socios, continuando la participación de la JAD.		
Medidas de mitigación: Durante la revisión de medio término del COSOP se realizaron consultas con el actual Gobierno, y se confirmó el alineamiento del programa PRORURAL con las principales políticas y estrategias nacionales de desarrollo. Se continuará dando seguimiento y trabajando con el gobierno de manera cercana. La probable factibilidad de realizar misiones presenciales en la segunda mitad del año, ayudarán a este efecto.		
Formulación y aplicación de políticas	Moderado	Bajo
Riesgo: El gobierno actual seguirá guiándose por el marco establecido por la Estrategia Nacional de Desarrollo 2010-30. La evolución de los acuerdos del CAFTA, y sus efectos, pueden resultar una amenaza para el sector rural y agrícola. Los acuerdos suponen una desprotección gradual de un grupo de productos 'sensibles' que no serían competitivos internacionalmente en condiciones de mercado. Dado que el mercado de exportación no es el prioritario para el proyecto, el riesgo derivado de estos acuerdos se considera moderado.		
Medidas de mitigación: El Proyecto prevé generar capacidades en el medio rural que permitan responder de forma eficiente a las necesidades del mercado. Asimismo, la focalización en jóvenes, las inversiones en tecnología y en sectores dinámicos reducen este riesgo.		
Contexto ambiental y climático	Sustancial	Moderado

<i>Vulnerabilidad del proyecto a las condiciones ambientales</i>	<i>Sustancial</i>	<i>Moderado</i>
<p>Riesgo:</p> <p>Los impactos del cambio climático se ven empeorados por la precaria condición de las cuencas hidrográficas y por usos insostenibles de la tierra. La poca capacidad de retención de agua por los suelos aumentan la probabilidad de las pérdidas de las cosechas y afectan la seguridad alimentaria y nutricional de las familias rurales. En resumen, la fragilidad biofísica del entorno donde se desarrollarán los planes de inversión, hace que sea necesario trabajar en coordinación con otras iniciativas en los territorios sobre la recuperación y conservación de los recursos naturales y los servicios ecosistémicos. Asimismo, hay riesgo de degradación de recursos naturales por falta de aplicación de prácticas de conservación de aguas y suelos y manejo integral de plagas en las actividades agropecuarias.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Se revisará durante las Misiones de Supervisión que el proyecto esté tomando las medidas necesarias en su implementación, relacionada a la vulnerabilidad de las inversiones productivas de los jóvenes beneficiarios a las condiciones ambientales. En caso que éstos se presenten, se implementará los procesos indicados en el SECAP y el plan de manejo ambiental y social del proyecto, particularmente:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Revisar que los planes de inversión que apoyen la producción agrícola no lo hagan en zonas de suelos frágiles y de pendiente pronunciada, para evitar la erosión hídrica y la consecuente pérdida de suelos y fertilidad. • El apoyo a la producción y especialización en algunos rubros de la zona, debe considerar la necesidad de rotación e intercalado de cultivos, para evitar la degradación de los suelos, la incidencia de plagas y el abuso de pesticidas. • Los planes de inversiones que incluyan el riego deben tomar en cuenta la disponibilidad suficiente de agua subterránea o en las subcuencas, y la necesidad de proteger la fuente del agua, cuidando las áreas de recarga hídrica y la cobertura vegetal en las subcuencas. • Los planes de inversión deben minimizar las consecuencias en contaminación por desechos sólidos y líquidos. <p>Asimismo, los productores jóvenes serán capacitados en manejo integral de plagas, rotación e intercalado de cultivos, integración de biomasa y abono orgánico, agroforestales y de protección contra la erosión para los cultivos en pendiente.</p>		
<i>Vulnerabilidad del proyecto a los efectos del cambio climático</i>	<i>Alto</i>	<i>Sustancial</i>
<p>Riesgo:</p> <p>Según el Índice de Riesgo Climático, la República Dominicana figura entre los países más afectados en el mundo por el cambio climático. Las proyecciones futuras sobre el cambio climático indican un calentamiento de 1 a 2 grados centígrados y una disminución de las precipitaciones en torno al 23% a partir de ahora y hasta 2050. Dichos cambios provocarían unas condiciones mucho más secas y cálidas en el futuro con impactos serios para la producción agrícola, particularmente en las zonas secas, donde ocasionará que ciertos cultivos ya no sean aptos. Los ciclones, las inundaciones y las sequías son efectos climáticos frecuentes. El cambio climático parece haber aumentado la frecuencia y fuerza de estos fenómenos climáticos extremos. Los eventos relativos al "El Niño" también parecen haber aumentado su frecuencia con sequías afectando al sector agropecuario en seis de los últimos quince años. Por su parte "La Niña" han causado inundaciones en cuatro de los últimos quince años. La agricultura se ha visto afectada en 2 de cada 3 años por eventos extremos, afectando a los pequeños productores y a las familias pobres sin tierras con bajas capacidades de adaptación y para enfrentar estos choques climáticos.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Se revisará durante las Misiones de Supervisión que el proyecto esté tomando las medidas para reducir la vulnerabilidad frente a los efectos del cambio climático. Según el SECAP, las medidas pueden comprender: uso de variedades agrícolas tolerantes a la sequía y altas temperaturas, modificación de fechas de siembra de acuerdo al comportamiento esperado del tiempo, ordenamiento de la producción agrícola en función de las potencialidades de los territorios, la reproducción de semillas de variedades tolerantes a mayores temperaturas y limitaciones de humedad, y utilización de prácticas de conservación de suelos y agua dentro y en el entorno de la finca.</p>		

Este riesgo también puede ser mitigado con base al establecimiento de un sistema de seguimiento y de información y alerta temprana en colaboración con el INDRHI (Instituto Dominicano de Recursos Hidráulicos) y con instituciones especializadas.		
Alcance del proyecto	Moderado	Bajo
Pertinencia del proyecto	Moderado	Bajo
Riesgo: Existe un riesgo relacionado con la correcta focalización de las familias beneficiarias, así como el riesgo de una orientación hacia la población rural con mejores potenciales. Existe un riesgo moderado de que los cursos propuestos no resulten de interés para los jóvenes, y de que lo más vulnerables queden sub-atendidos.		
Medidas de mitigación: Este riesgo será minimizado con la aplicación de un sistema de focalización sometido a evaluación continua y con la aplicación de las metodologías exitosas del SIUBEN y las aplicadas por el PRORURAL Centro y Este (Tarjeta de Puntuación de Resiliencia, etc.). El FIDA velará para que se defina con claridad el perfil de los beneficiarios elegibles y se priorice la inclusión. Asimismo, se realizarán actividades de intercambio entre jóvenes, capacitadores y empresas para actualizar la oferta de cursos, y se asegurará la inclusión de jóvenes vulnerables mediante la alianza con organizaciones con experiencia en este colectivo, y el monitoreo de puntos críticos para una detección inmediata de problemas y la aplicación de correctivos. Por último, la UGP ha pedido que el trabajo de desarrollo de los planes de inversión (IeP AIME) de los grupos vulnerables, no sea realizada por la JAD, sino por facilitadores con experiencia probada de trabajo con grupos socialmente sensibles.		
Solidez técnica	Bajo	Bajo
Riesgo: Existe un riesgo de no cumplimiento de las expectativas de los jóvenes cómo el proyecto es el primer PRORURAL enfocado únicamente a este segmento. No obstante, el equipo contratado y el Director de la UGP-PRORURAL tiene amplia experiencia en desarrollo rural, particularmente en implementación de proyectos en la FAO, las áreas de nutrición y género, parecen requerir de apoyo adicional.		
Medidas de mitigación: Construyendo sobre las lecciones aprendidas del PRORURAL Centro y Este, se incluyen modalidades de planes de negocio nuevas (IeP AIME) que aseguren una adecuada focalización en jóvenes. Asimismo, el proyecto contará con mecanismos de análisis compartidos con los jóvenes que puedan ayudar a identificar las causas de ineficacia de los instrumentos ofrecidos por el proyecto y actuarlos cómo sea necesario. Está prevista la contratación de un especialista en género y nutrición, y un/a especialista de juventud e inclusión social, en la UGP. Durante las misiones de supervisión, el equipo técnico del FIDA puede movilizar asistencia técnica específica.		
Capacidad institucional de ejecución y sostenibilidad	Moderado	Moderado
Mecanismos de ejecución	Sustancial	Moderado
Riesgo: Existe un riesgo moderado asociado a la capacidad de integrar eficientemente las responsabilidades de cada institución tanto en la alianza público privada como las diferentes instituciones públicas, de las que se requiere una correcta articulación para el éxito de este proyecto. El riesgo de capacidad técnica y operativa es bajo, dada la trayectoria y la experiencia acumulada por las principales instituciones que participan en el proyecto. El riesgo de capacidades y eficacia de la prestación de servicios de las organizaciones de la sociedad civil que operan en la Ruta de Inclusión es medio.		
Medidas de mitigación: Este riesgo se minimizará por medio de la definición clara de roles y responsabilidades y de su inclusión en el Manual de Operaciones del Proyecto. Asimismo, se mitigará este riesgo por dos caminos: i) las propuestas de actividades para la inclusión pasarán por un proceso competitivo y el permanente seguimiento de la UGP y el FIDA; ii) la operacionalización de una plataforma de diálogo de políticas interinstitucional (propuesta en el componente 2 de PRORURAL Inclusivo y Resiliente) dentro de la que se integrará la gestión de este proyecto para promover		

Mecanismos de seguimiento y evaluación	Moderado	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>Las debilidades en el sistema de SyE pueden afectar la capacidad de supervisar, analizar y comunicar los resultados, extraer enseñanzas y ajustar la ejecución adoptando las medidas correctivas oportunas.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>La tarjeta de puntuación de resiliencia (resilience scorecard) ha sido especialmente diseñada para facilitar el monitoreo del impacto del proyecto en la resiliencia de las familias beneficiarias. La UGP del PRORURAL INCLUSIVO (ambos proyectos serán coordinados bajo la misma UGP) cuenta con un especialista en seguimiento y evaluación ya contratado con amplia experiencia. Asimismo, está prevista la contratación de una institución externa para el diseño de la línea de base. También se prevé la medición de indicadores que midan habilidades blandas como resultados intermedios que faciliten el ingreso de jóvenes al mercado laboral.</p>		
Gestión financiera del proyecto	Moderado	Bajo
Organización y dotación de personal del proyecto	Moderado	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>Los proyectos PRORURAL se manejarán bajo una misma Unidad de Gestión de Proyectos. La capacidad de gestión de la actual UGP, así como la experiencia en el manejo de Proyectos FIDA hace que la estructura sea la idónea para la gestión de los proyectos PRORURAL. Sin embargo, existe un riesgo de falta de claridad en las responsabilidades fiduciarias, así como la responsabilidad administrativa y financiera de la UGP.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Aumentar el personal contable y financiero dentro de la UGP para cubrir el nuevo Proyecto PRORURAL Joven. Requisito solicitar la no objeción del IFAD para el reclutamiento del personal clave, con desempeño satisfactorio como requisito para renovación anual del contrato. Incluir en el Manual Operativo las responsabilidades fiduciaria descripción de roles y responsabilidades el Diseco y la UGP.</p>		
Elaboración de presupuestos del proyecto	Sustancial	Moderado
<p>Riesgo:</p> <p>Los fondos del FIDA y de la contrapartida nacional son considerados parte del Presupuesto General del Gobierno Dominicano y por lo tanto administrados por la UGP-PRORURAL. Antes del 15 de agosto de cada año deberá asegurarse la incorporación en el ante-proyecto de Ley de Presupuesto Nacional las partidas presupuestarias que serán requeridas en el año sucesivo. Con relación a la contrapartida nacional, los recursos son solicitados mediante cuotas trimestrales, de acuerdo con la proyección en cada ejercicio fiscal, que equivalgan al monto de los fondos de contrapartida previstos en el POA del año. En los POAs se detallan las actividades se utiliza para monitorear. El UEPEX contempla una matriz global por componentes y actividades pero no por categorías.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Anualmente el MEPyD deberá asegurar el espacio fiscal y la aprobación del presupuesto que aseguren la fluida ejecución del proyecto de conformidad con lo que se haya consignado en el Convenio de Préstamo. Incorporar dentro de las mejoras del UEPEX la dimensión categorías.</p>		
Flujo de fondos y desembolsos del proyecto	Sustancial	Moderado

<p>Riesgo:</p> <p>Para el nuevo proyecto, se utilizará un mecanismo de Cuenta Única de Tesorería sujeto a una prueba satisfactoria de los acuerdos de flujo del fondo. La Introducción del Mecanismo de Cuenta Única podría interferir con el manejo ágil de la transferencia de recursos del proyecto. El Gobierno transfiere contrapartida a cuenta del Banco de Reservas por el monto aprobado en el presupuesto del anual del estado para cubrir pago de Impuestos, pagos de comisiones bancarias y cumplir con el pari-passu. Atrasos en la implementación de ICP para los proyectos PRORURAL.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Evaluación de parte de FIDA de la aplicación del mecanismo de Cuenta Única. Capacitación para el personal de la gerencia financiera del proyecto sobre la aplicación de Cuenta Única de parte de la Dirección del Tesoro. Incorporar dentro de las mejoras del UEPEX la dimensión categorías para permitir generación por sistema los solicitudes de desembolso. Implantación del plataforma ICP para todos los proyectos PRORURAL</p>		
Controles internos del proyecto	Moderado	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>Aplican al Proyecto las Normas de Control Interno emitidas por la Contraloría General del Estado. La entidad ejecutora cuenta con una estructura de control interno. Se mantiene además una adecuada segregación de funciones. Versión avanzada del manual de operaciones elaborado en base del manual Prorural Centro Este y incluido como anexo al Informe de diseño.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Finalizar el manual de operaciones y presentar para la NO a FIDA - (incluido como condición para primer desembolso)</p>		
Presentación de información contable y financiera del proyecto	Sustancial	Moderado
<p>Riesgo:</p> <p>Para la aplicación de procedimientos de gestión financiera, la UGP contara con el Sistema de Información de la Gestión financiera (SIGEF). Para el Registro de las Operaciones Financieras, el sub-sistema UEPEX registrara la información producida por la UGP y dirigida exclusivamente a satisfacer los requerimientos de los Organismos Financiadores. Este sub- sistema posee la limitante de que no alimenta, en forma sistemática y permanente, los estados de ejecución que se generan desde el SIGEF.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Implementar mejoras acordadas al módulo UEPEX los siguientes reportes (i) los estados de inversión; (ii) los estados financieros; (iii) la ejecución presupuestaria consolidada</p>		
Auditoría externa del proyecto	Bajo	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>Presentación de informes de auditora a tiempo y de calidad para proyectos previos. La auditoría externa es realizada por firmas de auditoría privadas</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Sin medidas de mitigación.</p>		
Adquisiciones y contrataciones	Moderado	Bajo

Marco jurídico y reglamentario	Bajo	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>República Dominicana ha desarrollado un marco legal y regulatorio para los procesos de compras y contrataciones del Estado, con herramientas de gestión para procesos nacionales y cuenta además con un portal transaccional de compras y contrataciones, que brinda una certeza relativa a la gestión de compras, por la trazabilidad en las decisiones de adjudicación. Sin embargo, existe una propuesta de modificación de la Ley, liderada por el Órgano Rector.</p> <p>Requieren especial atención solventar los procesos nacionales no compatibles con las Directrices del FIDA, y la dotación de mecanismos e instrumentos de gestión para las Adquisiciones a cargo de las Organizaciones Económicas Rurales (Participación de la Comunidad como agentes de Adquisiciones).</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>En el convenio de gestión se establecerá el uso de las Directrices y Manual de Adquisiciones del FIDA, considerando los arreglos que requieren los procedimientos para garantizar la compatibilidad con los principios consignados en estas normas. Los documentos estándares desarrollados por el FIDA, incluyen condiciones generales de contratación, disposiciones sobre las inhabilitaciones, adjudicación, y reclamaciones o quejas derivados de los actos administrativos de adjudicación. Otros conceptos básicos sobre comparación de precios, y las actividades de inversión de sub proyectos incluidas en el Formato de Plan de Adquisiciones. La gestión de normar e instrumentalizar los procesos requerirá acompañamientos y desarrollo de planes para fortalecimiento de capacidades en procedimientos del FIDA para los equipos nacionales.</p> <p>Estas acciones no tienen incidencia en el marco regulatorio país, por lo que se mantiene la clasificación de riesgo en la PRM</p>		
Rendición de cuentas y transparencia	Moderado	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>El sistema compras y contrataciones de República Dominicana es complementario del sistema de administración y presupuesto; por ello desarrolla una serie de regulaciones sobre rendición de cuentas.</p> <p>Sin embargo, conforme evaluación del PEFA la ausencia de un órgano independiente para tramitar las reclamaciones sobre casos de corrupción, requiere de la incorporación de mecanismos alternos para tramitar denuncias y conocer sobre estos temas, prestando atención a las instrucciones consignadas en los documentos estándares.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Especial consideración se presenta en los documentos estándares del FIDA que serán de uso por el Proyecto. En ellos se describen de los mecanismos de queja, diferenciando los tramites sobre temas de corrupción, por otro lado, incorpora los procedimientos de sanciones e inhabilitaciones, mediante el uso del sistema de inhabilitación cruzada del Banco Mundial, el uso del formato de auto certificación de proveedores será obligatorio e incorporado en los manuales de procedimiento. Hacer públicos los procedimientos para interposición de quejas y capacitar sobre la política de prevención de fraude y corrupción en las actividades del FIDA.</p>		
Capacidad en adquisiciones y contrataciones públicas	Sustancial	Moderado
<p>Riesgo:</p> <p>El Proyecto se insertará en la Unidad de Gestión del Prorural Inclusivo y Resiliente, el personal de esta UGP, es calificado y ha cumplido procedimientos de inducción en procesos FIDA. Sin embargo, los cambios surgidos en la gestión del nuevo gobierno, han requerido que los procesos y flujos de comunicación se adecuen, encauzándose en el nuevo diseño del MEPYD, lo que ha conllevado mayores tiempos y posiblemente requiera ajustes en los modelos de intervención, de cara a</p>		

<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Fortalecer capacidades y asegurar el reclutamiento de personal calificado para garantizar: a) apoyos en gestiones de adquisiciones institucionales; y b) asistencia técnica para las OER.</p>		
<p>Procesos de adquisición y contratación pública</p>	Sustancial	Moderado
<p>Riesgo:</p> <p>Considerando los resultados de la matriz de riesgos, los procesos nacionales para comparación de precios para bienes y sorteo de obras, pueden adjudicarse mediante una oferta única, condición que contraviene la disposición del FIDA de competencia. Además, los métodos de selección de consultorías no desarrollan todas las modalidades del Manual de adquisiciones.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>El proyecto desarrollara los procedimientos contemplaos en las directrices y Manual de Operaciones. Los ejercicios de planificación anual permitirán ir identificando la compatibilidad de la normativa nacional con la de implementación. El uso de las plataformas de comunicación "portal transaccional de compras" y acceso de información de MEPYD, coadyuvan en el fomento de competencia.</p> <p>Mecanismos de publicidad pueden considerarse para las adquisiciones de las OER, a través de la plataforma institucional de la Entidad Implementadora.</p>		
<p>Impacto ambiental, social y climático</p>	Bajo	Bajo
<p>Conservación de la biodiversidad</p>	Bajo	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>El riesgo de que el proyecto imponga amenazas importantes a la biodiversidad, la disponibilidad de alimentos nutritivos diversificados, los ecosistemas y los servicios del ecosistema o los territorios de pueblos indígenas, u ocasione la pérdida de estos, o bien pueda dar lugar a un uso o una producción no sostenibles de los recursos naturales vivos es baja o nula, de conformidad a los resultados de la evaluación de esta dimensión social realizada en la nota analítica del SECAP del proyecto.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Se revisará durante las Misiones de Supervisión en las fases de evaluación documental, visitas en campo y entrevistas que el proyecto esté tomando las medidas necesarias en su implementación, relacionada a la conservación de la biodiversidad. En caso que se presenten amenazas importantes, se implementará los procesos necesarios.</p>		
<p>Eficiencia del uso de los recursos y prevención de la contaminación</p>	Bajo	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>El riesgo de que el proyecto provoque una contaminación considerable del aire, el agua y la tierra y ocasione un uso ineficiente de recursos finitos que pueda amenazar a las personas, los servicios del ecosistema y el medio ambiente a escala local, regional y mundial es baja o nula, de conformidad a los resultados de la evaluación de esta dimensión social realizada en la nota analítica del SECAP del proyecto.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Se revisará durante las Misiones de Supervisión en las fases de evaluación documental, visitas en campo y entrevistas que no esté provocando contaminación del aire, agua o tierra, y se esté realizando un uso ineficiente de recursos que amenace el sistema, el ambiente o las personas habitantes. En caso que se presenten se implementará los procesos indicados en las Declaración de Orientación del SECAP.</p>		

Patrimonio cultural	Bajo	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>El riesgo de que el proyecto cause una degradación importante de los recursos culturales o físicos, incluidas las amenazas a recursos de importancia histórica, religiosa o cultural, o la pérdida de éstos es baja o nula, de conformidad a los elementos presentados en la nota analítica del SECAP del proyecto y la propuesta de Diseño del mismo.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Se revisará durante las Misiones de Supervisión en las fases de evaluación documental, visitas en campo y entrevistas que el proyecto no esté ocasionando perjuicios o degradación del patrimonio cultural. En caso que se presenten perjuicios o degradación, se implementará los procesos indicados en las Declaración de Orientación del SECAP.</p>		
Pueblos indígenas	Bajo	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>El riesgo de que el proyecto cause efectos físicos, sociales o económicos negativos importantes en los pueblos indígenas, o de que imponga amenazas a recursos que tienen una importancia histórica o cultural para ellos u ocasione su pérdida es baja o nula, de conformidad a los elementos presentados en la nota analítica del SECAP del proyecto y la propuesta de Diseño del mismo.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Se revisará durante las Misiones de Supervisión en las fases de evaluación documental, visitas en campo y entrevistas que el proyecto no esté ocasionando perjuicios, afectaciones o daños a los pueblos indígenas. En caso que se presenten perjuicios, afectaciones o daños, se implementará los procesos indicados en las Declaración de Orientación del SECAP así como a la Política de Pueblos Indígenas del FIDA y de conformidad a la legislación nacional vigente en la materia.</p>		
Condiciones laborales y de trabajo	Bajo	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>El riesgo de que el proyecto dé lugar a prácticas de explotación laboral (como el trabajo forzado o el trabajo infantil), violencia de género y condiciones de trabajo discriminatorias, insalubres y poco seguras para las personas que trabajan específicamente en relación con el proyecto, incluidos terceros y proveedores primarios, es baja, de conformidad a los resultados de la evaluación de esta dimensión social realizada en la nota analítica del SECAP del proyecto. Sin embargo, debe prestarse especial atención a las condiciones de contratación de mano de obra procedente de la migración haitiana, principalmente presente en la zona Rural, Oeste del país (cerca del 7% de la población total del país). Dicha migración contempla una enorme presencia de jóvenes (en 2012 77% de los inmigrantes eran entre 10-29 años), particularmente hombres (65%), cuyas condiciones de vulnerabilidad, les exponen principalmente a la explotación laboral y al trabajo infantil.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Debe existir u monitoreo constante de parte del equipo país, así como procesos de sensibilización (si no existiesen con anterioridad) de las condiciones de contratación y la explotación laboral, particularmente de mujeres, niños y niñas, y jóvenes migrantes haitianos presentes en la zona.</p>		
Salud y seguridad comunitarias	Bajo	Bajo
<p>Riesgo:</p>		

El riesgo de que el proyecto cause consecuencias negativas importantes en el estado de salud o la seguridad física, mental, nutricional o social de una persona, un grupo o una población, como resultado de, entre otras cosas, la violencia de género es baja o nula, de conformidad a los resultados de la evaluación de esta dimensión social realizada en la nota analítica del SECAP del proyecto.		
Medidas de mitigación: Se revisará durante las Misiones de Supervisión en las fases de evaluación documental, visitas en campo y entrevistas que el proyecto no esté ocasionando afectaciones o daños a la salud y seguridad comunitaria. En caso que se presenten perjuicios, afectaciones o daños, se implementará los procesos indicados en las Declaración de Orientación del SECAP y de conformidad a la legislación nacional vigente en la materia. Asimismo, el proyecto es nutrition-sensitive, e incorpora acciones directas para aumentar la seguridad alimentaria y mejorar la calidad de la dieta y la nutrición de las familias beneficiarias.		
Reasentamiento físico y económico	Ningún riesgo previsto	
	N/A	N/A
Emisiones de gases de efecto invernadero	Bajo	Bajo
Riesgo: El riesgo de que el proyecto ocasione un aumento considerable de las emisiones de gases de efecto invernadero y contribuya de esta manera al cambio climático antropogénico es baja, de conformidad a los resultados de la evaluación de esta dimensión social realizada en la nota analítica del SECAP del proyecto.		
Medidas de mitigación: Se revisará durante las Misiones de Supervisión en las fases de evaluación documental, visitas en campo y entrevistas que el proyecto no esté ocasionando emisión de gases de efecto invernadero. En caso que éstos se presenten, se implementará los procesos indicados en las Declaración de Orientación del SECAP.		
Vulnerabilidad de las poblaciones objetivo y los ecosistemas a la variabilidad y las amenazas climáticas	Bajo	Bajo
Riesgo: El riesgo de que el proyecto aumente considerablemente la exposición o la vulnerabilidad de los medios de vida de las poblaciones objetivo, los ecosistemas, los activos económicos o la infraestructura a la variabilidad y las amenazas climáticas es baja, de conformidad a los resultados de la evaluación de esta dimensión social realizada en la nota analítica del SECAP del proyecto.		
Medidas de mitigación: El proyecto pretende mejorar las capacidades de adaptación al cambio climático, y la respuesta frente a eventos adversos de origen natural, de pequeños productores rurales. Esto supone además una mejora en los medios productivos de la población, así como un aumento en su seguridad alimentaria, y del sostenimiento de sus recursos de vida.		
Partes interesadas	Moderado	Bajo
Participación y coordinación de las partes interesadas	Bajo	Bajo

<p>Riesgo:</p> <p>El desarrollo del diseño muestra una focalización adecuada y validada con los instrumentos país, que se basan en zonificación técnica que incluye la identificación de sectores prioritarios tanto por sus niveles de pobreza, como por su nivel de desarrollo productivo y su vulnerabilidad climática.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Especial atención en el proceso de difusión y selección de las familias participantes. Sin embargo, la experiencia previa de los equipos país en otros proyectos supone una salvaguarda adecuada para el proceso de selección.</p>		
<p>Reclamaciones de las partes</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo:</p> <p>El proyecto no tiene un mecanismo formal para que los beneficiarios pueden presentar y recibir respuestas oficiales a denuncias, quejas o consultas relacionadas a los actores involucrados en el proyecto, o las actividades en sí mismas. Particularmente las vinculadas a incumplimiento de normas ambientales, sociales y climáticas del FIDA o de los ministerios país, fraude, corrupción o casos de explotación y abusos sexuales.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Establecer un mecanismo con vías claras de denuncia o queja, en apoyo con las instituciones públicas encargadas de dichas temáticas. Especialmente necesario que este mecanismo establezca protocolos internos y externos que definan encargados, responsables y líneas de comunicación, particularmente con los temas de explotación sexual o abuso, violencia basada en Género (incluye exclusión de actividades del proyecto), así como denuncia por explotación laboral (especialmente de la población migrante), y temas de fraude, corrupción o denuncias de carácter ambiental o climático.</p>		